

**Commune de
CHARTRETTES**

Date de dépôt : **02 février 2021**
Date d'affichage du récépissé de dépôt en Mairie : **03 février 2021**
Demandeur : **Monsieur RETRAYT Sébastien**
Adresse du terrain : **13 rue Aristide Briand
77590 CHARTRETTES**

ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la Commune de CHARTRETTES

Le Maire de CHARTRETTES,

Vu la déclaration préalable présentée le 02 février 2021 par Monsieur RETRAYT Sébastien demeurant au 12 rue Edouard Brigeon - 77590 CHARTRETTES ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Création d'une extension en RDC sur jardin de 39 m². Hauteur : 3.80 m.
- Ravalement des façades en pierre semi apparente.
- Remplacement des fenêtres, portes et volets finition aluminium gris foncé.
- Gouttières en zinc.
- Modification d'une façade avec une baie vitrée.
- Création de 7 fenêtres de toit prévu taille 78 x 98 cm avec meneau centrale.
- Création d'un mur de clôture finition pierre semi apparente et tuiles plates de pays (mitoyen avec la parcelle 490). Hauteur : 2m
- Rénovation de la clôture donnant sur le sentier en fond de parcelle : clôture panneaux grillage rigide gris foncé.
- Rénovation de la clôture sur rue Aristide Briand (9.74 m) : Palissade acier finition peinture grise RAL 7016, muret et poteaux maçonné finition enduit gratté blanc cassé. Portail coulissant de 3 m.
- Eaux pluviales : Rejet dans un puisard.
- Eaux usées : Raccordement au tout à l'égout sur rue Aristide Briand dans un regard en limite de propriété.
- Rénovation de la toiture en tuiles plates de pays.
- Sur un terrain situé 13 rue Aristide Briand - 77590 CHARTRETTES.

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le P.L.U. approuvé le 06 octobre 2006 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 1 le 03/07/2008 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 2 et révision simplifiée le 07/07/2010 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 3 le 02/10/2013 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification simplifiée le 22/11/2018 ;

Vu la Loi ALUR du 24/03/2014 ;

Vu l'avis favorable du service Assainissement / Eaux pluviales de la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau en date du 17/02/2021 ;

Vu l'arrêté n° 2020/34 du 05/06/2020 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur Robin MOR.

Vu le(s) autorisation(s) suivante(s)

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain situé 13 rue Aristide Briand - 77590 CHARTRETTES, en la création d'une extension en RDC sur jardin de 39 m². Hauteur : 3.80 m. Ravalement des façades en pierre semi apparente. Remplacement des fenêtres, portes et volets finition aluminium gris foncé. Gouttières en zinc. Modification d'une façade avec une baie vitrée. Création de 7 fenêtres de toit prévu taille 78 x 98 cm avec meneau centrale. Création d'un mur de clôture finition pierre semi apparente et tuiles plates de pays (mitoyen avec la parcelle 490). Hauteur : 2m Rénovation de la clôture donnant sur le sentier en

fond de parcelle : clôture panneaux grillage rigide gris foncé. Rénovation de la clôture sur rue Aristide Briand (9.74 m) : Palissade acier finition peinture grise RAL 7016, muret et poteaux maçonné finition enduit gratté blanc cassé. Portail coulissant de 3 m. Eaux pluviales : Rejet dans un puisard. Eaux usées : Raccordement au tout à l'égout sur rue Aristide Briand dans un regard en limite de propriété. Rénovation de la toiture en tuiles plates de pays, sur un terrain d'une superficie de 981.00 m² ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

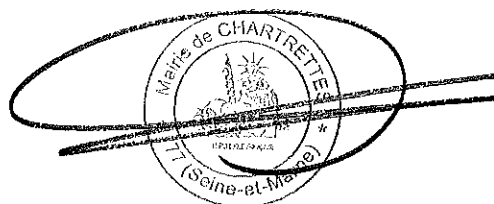
Article 2

Pendant toute la durée du chantier, le pétitionnaire devra veiller, d'une part à ce que les véhicules ou engins utilisés sur place par les entreprises et débouchant sur le domaine public n'apportent aucune nuisance ni gêne aux riverains immédiats et, d'autre part à ce que toutes dispositions soient prises pour ne pas souiller les voies publiques.

Respecter les préconisations de la Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau (voir pièce jointe).

Fait le 02 mars 2021

Le Maire
Pour le Maire et par délégation
Le Maire adjoint chargé de l'urbanisme



Robin MOR

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à 424-19, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.